



Un monde malade de la violence de leur société

Dans la nuit du 22 au 23 mai, une infirmière du service de psychiatrie du CHU de Reims a été assassinée par un patient avec des antécédents psychiatriques. Sa mort a évidemment suscité une immense émotion, non seulement auprès de ses proches et de ses collègues, mais dans tout le pays. Ce meurtre résonne plus largement avec une situation de violence quotidienne qu'affrontent tous les salariés de la psychiatrie et de la santé en général.

Mais comment ne pas voir d'où vient cette violence ?

Dans la santé, à l'hôpital public comme dans le privé, elle trahit cruellement le manque de moyens, l'incapacité de faire face aux besoins, de prendre en charge tous ceux qui doivent l'être, dans des conditions de sécurité correctes pour les soignants – et comment séparer ces conditions de sécurité d'effectifs suffisants, pour répondre aux besoins des patients avec respect ? Pourquoi le patient meurtrier, schizophrène, avait-il été sorti de l'hôpital psychiatrique ? Pour faire de la place, on fait sortir des malades, qui, pour certains, peuvent être de véritables bombes à retardement. Oui, il faut des moyens pour la santé, c'est urgent. Macron et le gouvernement versent des larmes de crocodile ! Mais qui a fermé des lits depuis des années, y compris en pleine pandémie ?

Le seul langage du gouvernement : la surenchère sécuritaire

Presque au même moment, trois policiers décédaient dans un accident de voiture, percutés par un conducteur alcoolisé. Là, Macron et ses ministres se sont précipités pour leur rendre hommage. Et, surtout, en profiter pour reprendre le vocabulaire de l'extrême droite en dénonçant la « décivilisation », expression puisée dans le vocabulaire des racistes.

Oui, leur société est violente ! Comme l'a montré le ministre de l'Intérieur, Darmanin, avec son opération Wuambushu à Mayotte où il s'en est pris aux « migrants » parqués dans des bidonvilles détruits par les bulldozers du gouvernement. Comme le montre la loi sur l'immigration du même Darmanin. Comme le montrent leurs flics sitôt que des travailleurs manifestent ou font grève, comme la semaine dernière aux portes de Vertbaudet dans le Nord.

Les Macron et autres Darmanin s'y connaissent bien

en termes de violence ! Eux qui prétendent imposer au pays entier une loi sur les retraites dont personne ne veut, en dehors du patronat. Personne, et pas la lauréate de la Palme d'or Justine Triet, qui l'a rappelé jusque sur la tribune du festival de Cannes !

Pas question de tourner la page des luttes !

L'intersyndicale a dirigé le mouvement tout au long des derniers mois. Mais après le premier mai, elle n'a proposé comme échéance générale que le mardi 6 juin, plus d'un mois après. Et les différents syndicats ont accepté individuellement de rencontrer le gouvernement pour aborder d'autres sujets. Parce qu'il ne faudrait pas que la lutte contre la réforme bloque le dialogue ? Voilà une drôle de façon de « bloquer le pays ». Et après le 6 juin, quelles seraient les suites ? Attendre le baroud d'honneur des députés le 8 juin ?

Le 6 juin, nous devons être à nouveau des centaines de milliers dans la rue. Non parce que nous aurions quelque illusion sur le projet de loi déposé par les politiciens de Liot. Mais parce que nous voulons en finir avec ce gouvernement et ceux qu'il sert : les patrons.

Ne comptons que sur nous-mêmes

S'unir dans la lutte pour arrêter les attaques patronales, pour répondre à la violence des capitalistes et de leur système, ce serait le seul moyen d'affronter cette soi-disant « décivilisation ». Un combat tous ensemble contre les maîtres de ce monde, qui sont en train de nous emmener à la barbarie pour sauver leurs milliards de bénéficiaires. Un combat qui passe par la construction de toutes les luttes contre les attaques des capitalistes, et par l'organisation pour en finir avec cette société de misère et d'exploitation. Pour les salaires et les revenus, contre les licenciements, contre le racisme, contre la guerre et la crise écologique, face au capitalisme, organisons-nous !

Que le vent souffle !

La Régie est fière d'avoir obtenue, par le biais de sa filiale RATP Dev, l'exploitation de la maintenance du réseau Mistral à Toulon. Beaucoup de pub pour notre exploitateur en chef qui empoche 511 millions pour les 6 ans du contrat, soit 63 millions par an. Il faudra que nos collègues de Mistral mettent leur nez dans ces affaires pour que ces millions soient utiles aux travailleurs qu'ils soient usagers ou dans l'entreprise.

Mauvaise presse

Malgré la publicité que se fait la Régie avec le réseau Mistral, elle n'arrive pas à se décoller l'image de pollueur qui colle à tous nos ... poumons ! Et pour cause, de récentes analyses montrent la présence de particules fines toxiques en quantité près de cinq fois supérieure au seuil recommandé par l'OMS. Dans les médias les uns et les autres s'offusquent de « l'inaction de la RATP », c'est sûr qu'elle est responsable de l'air irrespirable qu'on respire. Comptons sur nous même, faisons-nous entendre !

Le 6 et après : pour nos salaires et nos retraites !

La mobilisation contre la réforme des retraites prend d'autres formes avec de nombreuses grèves pour de meilleurs salaires accompagnés des casseroles qui se poursuivent dès qu'un membre du gouvernement met un pied dehors. Notre mobilisation a montré combien nous étions nombreux et conscients des intérêts qui nous rassemblent, continuons à le montrer, à entraîner nos collègues pour construire la suite !

Combattre l'extrême droite et ceux qui lui pavent la voie !

La montée de l'extrême droite ne tombe pas du ciel : c'est le résultat de la politique de Macron, Darmanin, leurs potes et ceux d'avant ! Entre l'opération Wuambushu à Mayotte, immonde de xénophobie, de colonialisme et de violence sociale, et la loi immigration, il a bon dos le « rempart Macron » face à l'extrême droite ! Les images d'habitations détruites, de tirs policiers et les propos d'un élu macroniste jugeant qu'il faudrait « finir par tuer » les migrants et les migrantes des Comores n'ont rien à envier à la gerbe raciste que Le Pen ou Zemmour déverseraient s'ils étaient à l'Élysée ou à Matignon.

C'est la misère que sèment les capitalistes et les États qui les servent qui déroule le tapis rouge à l'extrême droite. Encore plus que de diviser notre camp à coup de racisme et de nationalisme, les Lepen et consorts se la jouent candidats des mesures sociales. Ce n'est certainement pas en votant pour la politique de Macron dans sa pire version que nous ferons entendre notre camp, mais bien en continuant de se battre, par les grèves et dans les manifestations comme nous l'avons fait cette année. Et ce dimanche encore, nous serons à la manif à Barbès pour les dix ans de la mort de Clément Méric, militant et syndicaliste antifasciste !

<https://nouveau-parti-anticapitaliste.fr> @NPA_NouvParAnti @npanouveaupartianticapitaliste

Mondial de foot 2022 : une première inculpation

L'enquête sur l'attribution controversée du Mondial 2022 de foot au Qatar s'accélère : l'ex-vice-président de la fédération internationale de football (UEFA), Reynald Temarii, vient d'être inculpé à Paris. On le soupçonne d'avoir manœuvré pour faire attribuer le Mondial à l'émirat du Golfe. Mais les juges d'instruction veulent surtout savoir si Michel Platini, à l'époque patron de l'UEFA, a été payé pour soutenir le Qatar. Au cœur de l'enquête : un déjeuner en 2010 entre Nicolas Sarkozy, alors président de la République, Platini et deux dirigeants qataris. Du beau linge, et une odeur tenace de corruption.

Naufrage de migrants dans la Manche : cinq militaires mis en examen

Neuf personnes, dont au moins cinq militaires, parmi les sauveteurs en mer du Pas-de-Calais, sont mises en examen pour non-assistance à personne en danger dans l'enquête sur le naufrage d'un bateau de migrants en novembre 2021, où 27 personnes avaient perdu la vie. Les passagers en détresse avaient appelé une quinzaine de fois les secours sans aucun résultat. On trouvera sans doute dans cette affaire des boucs émissaires. Mais les vrais criminels, ce sont les gouvernements français et britannique, qui incitent les migrants à prendre tous les risques.

Cet été à Barbaste, quatre jours pour changer le monde !

Du 26 au 30 le NPA tiendra ses « rencontres révolutionnaires » à Barbaste, dans le Lot-et-Garonne.

Quatre jours de débats, échanges et ateliers, pour revenir sur ce qui a marqué l'actualité nationale et internationale de l'année – à commencer par cette mobilisation contre la réforme des retraites encore en cours ! –, se former, partager nos expériences. Pour discuter du parti communiste, révolutionnaire et internationaliste que nous voulons construire. Mais aussi pour nous retrouver, dans un cadre convivial ! Prends contact avec nous pour t'inscrire !



Retrouve le nouveau numéro de Révolutionnaire auprès de tous nos militants !

